Danielle LONDEI, Sophie MOIRAND, Sandrine REBOUL-TOURE, Licia Reggiani, éds, *Dire l'événement. Langage, mémoire, société*

Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2013, 356 pages

Ammar Azouzi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9960>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9960

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 417-419

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Ammar Azouzi, « Danielle LONDEI, Sophie MOIRAND, Sandrine REBOUL-TOURE, Licia Reggiani, éds, *Dire l'événement. Langage, mémoire, société* », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9960>

s'inscrivant tant dans la génétique, dans l'archéologie ou, encore, dans la neurobiologie, pour ne citer que ces champs de recherche. Ces deux ouvrages sont indispensables à tout lecteur, qu'il soit linguiste ou inscrit dans une autre spécialité.

Marcienne Martin

*Oracle, université de La Réunion, F-34000
marcienne.martin@hotmail.com*

Danielle LONDEI, Sophie MOIRAND, Sandrine REBOUL-TOURE, Licia REGGIANI, éd., *Dire l'événement. Langage, mémoire, société.*

Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2013, 356 pages

Cet ouvrage collectif fait suite à un colloque organisé en 2011 : « Langage, discours, événements ». Il est composé de 24 contributions, réparties en cinq chapitres : « L'événement dans l'espace social » (pp. 22-84) ; « Les médias et la représentation de l'événement » (pp. 85-148) ; « L'histoire : entre oubli et mémoire » (pp. 149-204) ; « Du nom d'événement au non-événement » (pp. 205-283) ; « La langue et l'événement » (pp. 285-318). L'ensemble traite de l'événement dans ses diverses manifestations, lexicales, pragmatiques et discursives. Faisant partie du réel, celui-ci ne prend sens qu'une fois pris en charge par la communication à la suite d'un « déclencheur ». En le relayant, le discours en fait un événement discursif. Dès lors, les travaux cherchent à mettre en valeur son aspect sémantique tel qu'il est mis en discours. Sans les citer tous, les exemples le plus souvent soumis à l'étude sont ceux des épidémies (la vache folle, la grippe H1N1), des catastrophes naturelles, des révoltes, des actions politiques ou à caractère social, etc. (p. 12). Les auteurs se posent des questions sur l'articulation de concepts et de méthodes empruntés à différentes sciences humaines : comment des noms d'événements peuvent-ils servir d'arguments lors de nouveaux faits ? Pourquoi un simple tweet devient-il une « affaire » ? (pp. 23-34). Pour quelles raisons les internautes tunisiens refusaient-ils l'appellation « révolution du jasmin » et que faut-il en retenir pour l'analyse des médias ? Pour quelles raisons le mot « parité » est-il absent dans la constitution « révisée » ? Comment et pourquoi à un moment donné de la temporalité de certains événements, le mot « crise » (de sens abstrait) vient-il à les désigner ? Comment expliquer l'échec d'une campagne de prévention lors d'une crise sanitaire à La Réunion (pp. 238-239) ?

L'événement discursif ne peut être limité à un discours isolé. Il n'acquiert de la valeur qu'à partir d'un discours déclencheur dont les strates sont à déceler dans les

traductions dudit événement. Et, il y a l'événement de l'espace public. Si le discours politique d'un président est un événement politique, ce sont les médias qui, en le reprenant, en le relayant pour en rendre compte comme pour débattre de son sens et de son contenu, en font un événement discursif (le cas du discours de Nicolas Sarkozy en 2010 à l'occasion de l'inauguration du Centre Pompidou-Metz en est un bel exemple). Une telle analyse peut se focaliser sur « les prémisses de l'événement, sur son inscription spatiale et sur les procédures utilisées par les différents acteurs » (p. 49). Ainsi, dans une interaction téléphonique, l'événement est-il possible du moment que l'appel en question déclenche des discours et donne lieu à un échange entre les instances partenaires chargées d'orienter, de désigner les intervenants ou de prendre en charge l'auteur de l'appel par la suite. À la lumière des résultats de l'analyse du corpus, on pourrait ajouter qu'on l'appréhende également en fonction des réactions que nous prêtons à l'avance à l'interlocuteur. « Les événements qui marquent nos vies sont non seulement appréhendés par la conscience, ils font aussi l'objet de multiples récits à des fins variées » (p. 72).

« Un événement provoqué » (p. 88) relatif à la question du voile intégral a été observé lors d'un débat télévisé sur la loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (Elisa Ravazzolo, pp. 87-97). L'interrogation porte sur le rôle du discours et de la mise en scène médiatique dans la représentation et l'interprétation de cet « événement socio-politique » (p. 88). Le débat débouche sur un paradigme désignationnel, mu par les points de vue des intervenants. L'équivalence sémantique imposée par le débat a donné lieu à des dénominations telles *voile intégral*, *voile*, *niqab*, *dissimulation du visage*, etc. (p. 92). Sous ses différentes désignations et comme manifestation ostentatoire d'une idéologie, que peut révéler le voile intégral sur la liberté individuelle ?

Les intervenants politiques et médiatiques ainsi que le public mettent sur le marché du sens différents aspects sémantiques relatifs au paradigme désignationnel. Comme le démontre Francesca Cabasino (pp. 113-121) quand elle affirme que, en France, l'affaire des Roms a suscité des réactions politiques diverses. Ce qui est repris par les médias et sur la toile. L'événement discursif nécessite une construction/déconstruction des identités des intervenants et de ceux qui sont à l'origine de la circulaire du mois d'août 2010. Ainsi la construction de l'événement dans le dispositif d'une émission télévisée telle que *Mots croisés* répond-elle à « une stratégie de "captation", destinée à susciter l'intérêt et la curiosité du public » (p. 117) : « Dans cet

espace public de relations entre interlocuteurs où les idées et les faits sont configurés à des fins persuasives, la scène médiatique constitue [...] le cadre symbolique d'un discours politique qu'elle réussit à transformer en "événement" » (p. 121).

Soumise à l'analyse dans la perspective du modèle actanciel d'Algirdas J. Greimas – la mise en discours d'un événement lié à la santé publique –, la crise de la grippe aviaire constitue un événement discursif (Ferenc Feodor, pp. 123-136). Celui-ci conduit à revisiter une série de faits antérieurs que les médias énumèrent à l'occasion pour prévenir d'un « drame sanitaire imminent ». Inscrit dans la mémoire sous la dénomination « grippe espagnole », le nouveau virus donne lieu à un paradigme désignationnel. Ferenc Feodor observe ici une mise en scène discursive angoissante, alignant les nombres de morts ou de *personnes contaminées* et les termes désignant avec insistance cette *catastrophe* en l'affectant à un univers de référence guerrière. La dénomination scientifique « pandémie » figure dans le discours médiatique, bien qu'aucune étude du genre ne soit explicitement citée. La contribution débouche sur des « classements aux frontières plus ou moins étanches » et c'est à l'auteur de mettre au jour plusieurs « univers de sens » dont l'univers médical, celui de la prévention, le champ sémantique de l'angoisse et l'univers de la lutte contre la pandémie (pp. 130-132).

Quand, en 2009, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publie une alerte relative à un syndrome de type grippal aux USA et au Mexique, le journal *Le Monde* titrait : « Alerte mondiale contre un nouveau virus grippal » et cela « marque le début d'un épisode sanitaire, qui sera suivi minutieusement par l'ensemble des médias en France » (p. 137). L'événement déclencheur donne lieu à différents discours et fait appel à la mémoire discursive pour évoquer des faits similaires. L'étude d'Olivier Laügt et Pascale Vergely (pp. 137-148) collecte un corpus large pour démontrer « la façon dont la question de la grippe A [H1N1] s'intègre au discours journalistique du *Monde* » du 26 avril 2009 au 12 août 2010. Après avoir soumis le corpus à un logiciel – Alceste – les auteurs affirment que l'« interprétation des contextes lexicaux ainsi spécifiés » les conduit à « dénommer les « quatre univers : alerte, pathologie, vaccin et politique » (p. 140) avec un volume plus important pour l'aspect politique, un aspect dramatique mis en avant, un espace lié à la pathologie très réduit et presque rien pour le vaccin (1/8 du corpus) (pp. 147-148).

Le coup d'État du 2 décembre 1851 qui mit fin à la Deuxième République et réinstalla la monarchie est

soumis à l'analyse, comme événement discursif, par Thomas Bouchet (pp. 151-160). Bien qu'il s'agisse d'une séquence de grande ampleur qui a vu le massacre d'une population désarmée et a permis une victoire de la monarchie, les vainqueurs sont restés silencieux. Ce qui peut confirmer que « certains proches de Bonaparte [ont éprouvé] des difficultés à assumer l'événement » (p. 155). Sur le plan littéraire, deux écrivains contemporains ont choisi des attitudes diamétralement opposées. Victor Hugo a parlé et Gustave Flaubert s'est tu. Ainsi Victor Hugo est-il devenu le symbole de la contestation et de la parole dénonciatrice, tandis que Gustave Flaubert a choisi le silence : « Dans *L'Éducation sentimentale*, le silence de l'écriture semble creuser, redoubler le silence de l'événement » (p. 160).

Bien plus tard, le procès Eichmann a été un événement médiatique extrême, dans l'Histoire et dans la justice pénale. L'étude du procès comme événement par Elio Ballardini (pp. 161-170) permet « la rencontre insolite entre l'histoire, le discours politique et judiciaire, l'oubli et la mémoire, la communication, les langues, la traduction, les médias » (p. 162). Ce procès évoque le génocide des Juifs que le silence et l'indicible ont failli faire oublier. Dès lors, le procès est vécu comme une résurrection des souvenirs, des souffrances et des blessures : « Ce procès est l'occasion aussi de répondre à un besoin de vérité non seulement juridique mais aussi historique, de poser les assises d'une mémoire partagée » (p. 163). Il a duré des mois, a mis en place un système de traduction, multiple et varié, des interactions différenciées entre tous les intervenants. Les interprètes devaient rendre compte de l'horreur des crimes et il n'était pas exclu de les voir réagir à ce qu'ils traduisaient. Par ailleurs, « plusieurs auteurs confirment la difficulté d'appréhender, et par conséquent d'interpréter, les propos truffés de digressions, d'incises et de parenthèses, qu'Eichmann égrène » (p. 167). À cet égard, Elio Ballardini (p. 170) affirme que les interprètes « ne furent pas de simples "passeurs de langues" ou des "témoins privilégiés de l'histoire", pour reprendre la formule de Delisle et Woodworth ».

Ensuite, Émilie Lumière (pp. 171-184) s'intéresse à l'installation de la dictature franquiste en Espagne. La récupération de cet événement par différents discours est un vaste champ d'analyse. Dans ce cadre, l'auteure s'est arrêtée sur un fait particulier : la présence-absence de cette corrélation dans les manuels scolaires, d'histoire en particulier. Dans cette perspective, « on ne peut que constater la complexité et l'influence de la récupération de la Guerre Civile par la politique scolaire franquiste comme événement fondateur de la dictature » (p. 184). Rachele Raus clôt la partie consacrée à

« L'histoire : entre oubli et mémoire » (pp. 149-204) en étudiant « L'absence du mot "parité" dans la révision constitutionnelle de 1999 ou l'histoire d'un refus » (pp. 195-204). En effet, cette révision constitutionnelle et les débats parlementaires mettent au jour que cette absence n'est pas fortuite puisqu'elle constitue déjà un point de vue sur l'objet du discours. L'analyse révèle qu'il s'agit bien d'une prise de position, d'un silence qui parle.

En ouverture du chapitre « Du nom d'événement au non-événement » (pp. 205-294), et par glissement sémantique et composition lexicale, Denis Barbet (pp. 207-219) montre que le mot « Grenelle » a donné lieu à un événement politique, « le Grenelle de l'environnement ». L'enjeu de la dénomination et du discours qui l'a accompagnée ont fait que « plusieurs événements [se sont inscrits] dans l'événement » (p. 208), d'où l'importance d'une étude des énoncés permettant « de saisir » d'abord les enjeux de la dénomination événementielle, puis la « dialectique de co-construction de l'événement et du discours » (p. 208). Dès lors, la dénomination est adoptée par des locuteurs dont les intérêts politiques ne sont pas toujours les mêmes. Maintes fois reprise, cette dénomination a connu différents parcours sémantiques. Faut-il souligner ici avec Sophie Moirand que le mot « n'oublie jamais son trajet et donc les discours qu'il a déjà rencontrés ».

Nommer un événement dans la presse est anodin. Cependant, il n'est pas exclu que cet acte fasse l'objet de renomination ou de reformulation. Sur le plan discursif, ce type de nomination comporte aussi bien le point de vue de celui qui nomme que son interprétation du même fait débouchant parfois sur des conflits d'intérêts : « L'acte de nommer des événements est un acte qui engage une éthique collective et des représentations partagées » (p. 243).

Quant à la question de l'extension sémantico-référentielle du mot « crise », elle est étudiée par Marie Veniard (pp. 221-232). Emprunté en particulier au domaine médical, ce terme est largement répandu dans la presse pour désigner différents phénomènes, d'où la « notion de profil lexico-discursif ». La constitution discursive de ce mot se lit à travers différents niveaux, sémantique, énonciatif et syntaxique » (p. 230). La récupération de la question sécuritaire par le Front national (FN) étant attestée, c'est le discours de ce parti d'extrême droite qui donne lieu à un lexique particulier, quitte à recourir au néologisme. Le recours à la thèse de l'insécurité se fonde essentiellement sur une stigmatisation de l'étranger. En effet, « l'idéologie xénophobe et raciste du FN présente l'étranger ou l'immigré comme une menace pour l'identité et

la stabilité nationales » (p. 252). Ainsi l'idéologie de ce parti passe-t-elle par le discours qu'il met sur le marché du sens et le rapport avec l'autre passe par les mots : « Le sens à donner aux événements politiques par les médias travaille l'identité des discours représentés, les paroles politiques pouvant l'orienter et la reproduire » (p. 254). La stigmatisation de l'étranger, l'immigré maghrébin en particulier, recourt à un néologisme, la « voyoucratie », qui rappelle l'image mémorisée du voyou et les représentations afférentes. Ainsi la construction sociale de l'événement puise-t-elle dans le sens commun. Alors président de la République, Nicolas Sarkozy recourt au même mot quand il évoque les émeutes de Villiers-le-Bel en novembre 2007. C'est que « le discours sur l'insécurité est commun au FN et à Sarkozy, le vocabulaire semble en partage » (p. 260). L'ambiguïté du discours sur l'insécurité lui permet d'être utilisé aussi bien par la droite que par l'extrême droite : « Le rapport de sens se fait par la négation des sujets locuteurs avec l'autre de leur discours » (p. 267).

Pour dire le réel, la langue met à la disposition de l'usager les mots *fait* et *événement*, par exemple. Quelle différence linguistique sépare alors les deux mots dont les sens sont très proches ? À ce propos, Michel Charolles et Béatrice Lamiroy (pp. 297-307) précisent que, « à l'encontre du nom *événement*, le nom *fait* s'est grammaticalisé et a adopté une fonction en tant que marqueur de discours dans les expressions *en fait*, *au fait* et *de fait* » (pp. 297-298). Ils ajoutent que « le N *événement* n'a en revanche donné lieu à aucune formation comparable » (p. 298). Les auteurs examinent alors « les propriétés sémantiques, syntaxiques et discursives des deux noms *fait* et *événement*. Le recours à l'un ou à l'autre nom par le locuteur est loin d'être neutre. Le choix est toujours motivé : « *Événement* et *fait* sont des noms généraux : ils peuvent servir à distinguer toutes sortes de situations, ce qui veut dire qu'ils ont un sens déjà abstrait » (p. 307). L'ouvrage tente de répondre à l'interrogation cruciale : où réside le signifié d'une phrase quand le locuteur veut exprimer un événement ?

Les études touchent aux différents aspects de l'événement dans son parcours du réel social à sa récupération par le discours pour en faire un fait discursif marquant. Dans l'ouvrage, une question demeure sans réponse : est-il possible de soumettre à l'analyse plus d'un événement ?

Ammar Azouzi

LDS, université de Sousse, TN-4000
ammari.azouzi@gmail.com